



Communiqué de presse

118/22

Montreuil, le 12 décembre 2022.

Assises de la Pédiatrie et de la santé de l'enfant : Face à l'effondrement, des réunions !

Mardi 6 décembre 2022 à 13h00, la fédération CGT Santé Action Sociale reçoit une invitation à participer le lendemain 16h00 à une visio conférence au sujet des travaux que le ministère veut engager suite à l'alerte massive des services de pédiatrie. Environ 140 participant.e.s convié.e.s pour entendre le ministre de la Santé expliquer que le système de santé est fragilisé par des années de lutte contre la Covid19. A aucun moment, ni le manque de lits, de personnel, de sous financement des hôpitaux, de personnels formés, ni les dures conditions de travail ne sont évoqués. L'effondrement de notre système de santé serait ainsi donc dû à un virus.

Un discours déconnecté des réalités, des généralités, des slogans vides de contenu comme « *Il nous faut travailler au traitement de la maladie dans son ensemble* » et à la « *reconstruction des filières de pédiatrie* ». La solution avancée : mettre en place 6 groupes de travail qui se réuniront jusqu'au mois de mai 2023, date prévisionnelle des Assises. Ainsi, à des personnels qui n'ont plus les moyens d'assurer la charge de travail qui est devant eux, la réponse est : à vous de trouver des solutions.

L'exercice ne prévoyait pas particulièrement de laisser la place à l'expression des participant.e.s. La grande majorité des 17 interventions, d'une trentaine de secondes, ont servi à féliciter le ministre. Le représentant CGT a pu s'exprimer environ 2 minutes, non sans difficulté, et rappeler les alertes et demandes de mesures urgentes exprimées par les services depuis plusieurs semaines.

La banalisation par le ministre de l'envoi d'un enfant très jeune atteint de bronchiolite à 300 kms de son domicile est inacceptable ! S'applique maintenant à la Pédiatrie ce qui se généralise avec les fermetures de services d'Urgence, c'est-à-dire le tri des malades et les procédures dégradées.

L'impossibilité d'accueillir et de soigner les enfants atteints de bronchiolite ne relève pas d'une catastrophe sanitaire non identifiée. Elle est la conséquence des politiques menées depuis plusieurs années et qui n'ont eu de cesse de fermer des lits et des services, d'organiser la pénurie de médecins et de personnels paramédicaux et d'affaiblir la fonction publique hospitalière.

De la naissance à la mort, les défauts de prises en charge par manque de moyens sont de plus en plus nombreux. Il est temps, vraiment temps, que des décisions politiques fortes, ambitieuses et courageuses soient prises. Il est urgent de répondre aux revendications portées depuis de nombreuses années au travers de très nombreuses mobilisations. C'est à cette condition que notre pays pourra répondre aux enjeux :

Comme pour toutes les spécialités : arrêter de fermer des lits et des services d'urgences pédiatriques et rouvrir ceux qui ont été fermés ;

Un choc d'attractivité et de reconnaissance avec une véritable revalorisation générale des salaires à partir d'un SMIC à 2 000 €, une véritable reconnaissance des qualifications et déroulements de carrières ; Indexation des salaires sur l'inflation ;

L'arrêt de l'individualisation des rémunérations et le retour à un véritable statut général des fonctionnaires renforcé, posant des garanties collectives claires et équitables ;

Développer et financer un plan pluriannuel de formations qualifiantes et d'embauches dans toutes les professions du sanitaire et du social ;

Mettre fin à Parcours Sup ;

Remettre en place les contrats d'études : véritables pré-embauches permettant de programmer les activités dans le temps et de mettre fin au cumul emploi-études, source d'abandons et d'échecs, soumis à cotisations sociales et pris en compte dans le calcul de la retraite.

(Voir ci-contre l'intervention CGT complète)

INTERVENTION CGT A LA CONFÉRENCE SUR LA SITUATION DE LA PÉDIATRIE

6/12/2022

Alors que depuis des années la situation de l'hôpital est à l'origine de nombreuses mobilisations pour l'instant ignorées, depuis plusieurs semaines des services de pédiatrie ne cessent d'alerter sur la situation qui s'aggrave et demandent des mesures urgentes. L'impossibilité honteuse d'accueillir et de soigner les enfants atteints de bronchiolite ne relève pas d'une catastrophe sanitaire non identifiée.

La situation de l'hôpital est la conséquence des politiques menées depuis plusieurs années et qui n'ont eu de cesse de fermer des lits et des services, d'organiser la pénurie de médecins et de personnels paramédicaux, d'affaiblir la fonction publique hospitalière.

Aujourd'hui, le discours que vous portez fait peser la responsabilité sur les patients et sur les personnels. Nous vous avons même entendu, Monsieur le Ministre, banaliser l'envoi d'un enfant très jeune, atteint de bronchiolite, à 300 kms de son domicile. S'applique maintenant à la pédiatrie ce que vous avez généralisé avec les urgences, c'est-à-dire le tri des malades et les procédures dégradées.

Si aujourd'hui dans notre pays, de la naissance à la mort nous rencontrons de plus en plus de défauts de soins et de prises en charge, en conséquence nous pouvons considérer que nous sommes en plein déclin de société.

Ce ne sont pas la multiplication des réunions qui donnera les moyens financiers et humains aux établissements de couvrir les besoins de la population, aux professionnels les moyens d'exercer dignement leur travail.

Nous devons remettre au cœur des décisions le principe qui a fondé la qualité et la richesse de notre modèle social et plus particulièrement de notre système de santé : *"cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins"* avec l'objectif de rendre effectif pour toutes et tous le droit à la santé (biologique, psychologique et sociale) sur l'ensemble du territoire.

Sous l'impulsion présidentielle, le gouvernement continue son entreprise de management pour tenter de gagner des professionnels dans l'accompagnement de la refondation du système de santé et d'action sociale.

Nous vivons des tensions sanitaires les unes après les autres sans jamais envisager de véritables solutions. La véritable catastrophe sanitaire est notre incapacité matérielle à répondre à des situations auxquelles professionnellement nous pouvons faire face si nous en avons les moyens.

Or, la refondation du système de santé et d'action sociale voulu par les différents gouvernements successifs n'aboutit qu'à son effondrement. Le système de financement de la santé et d'action sociale et l'organisation des soins doivent devenir des priorités nationales.

La politique des petits pas, du saupoudrage et de la mise en concurrence des établissements et des professionnels doit cesser pour mener un véritable débat public et parlementaire dans une vision globale du système. C'est à cette condition que des solutions pourront être envisagées et se mettre en œuvres

Les réformes successives du financement, d'organisation

avec le PLFSS 2023, les hôpitaux publics, la recherche publique, ont été mis à l'os.

Le secteur privé lucratif prend de plus en plus d'importance dans la gestion des missions d'intérêt général et de services publics et vient déséquilibrer la place du secteur public malgré la contradiction évidente d'intérêt : *« Être lucratif et défendre l'intérêt général n'est pas compatible »*.

Le réseau de ville est aussi en souffrance. La place des généralistes doit être reconsidérée. Les spécialités doivent avoir les moyens de se développer. La permanence des soins doit pouvoir être assurée pour les populations.

Nous avons les moyens dans notre pays, 6^{ème} puissance mondiale, de financer et d'organiser un système efficace pour toutes et tous, dans l'intérêt général, redevenir le meilleur système de santé au monde est possible, il suffit de décisions politiques fortes. Nous avons beaucoup perdu ces dernières années. Si des décisions ambitieuses et courageuses sont rapidement prises, nous avons les moyens de reconstruire notre système de santé, de le renforcer, de l'améliorer.

Non réponse aux besoins, prises en charge dégradées, conditions de travail insupportables ayant des répercussions sur la santé des personnels, perte de qualité évidente des prises en charge, gestion maltraitante des personnels, non prise en compte et non reconnaissance des pénibilités, fuites de personnels entraînant une déperdition d'expérience, salaires insuffisants pour vivre, précarité des emplois se développant... Il est temps, vraiment temps, de devenir sérieux.

La population est de plus en plus inquiète et révoltée de voir la manière dont sont soignés leurs enfants. Les annonces comme celle d'hier de ne pas mettre des spécifiques en place pour répondre aux situations des patients sous respirateur à domicile lors des éventuelles coupures d'électricité montre à quel point la capacité de notre pays à anticiper les problèmes sanitaires est en recul.

La population est à nos côtés pour exiger, Monsieur le Ministre, de rompre avec ces politiques qui nous mènent au mur.

Vous devez prendre en compte les revendications que nous mettons sur la table pour répondre aux enjeux :

- Développer et financer un plan pluriannuel de formations qualifiantes et d'embauches dans toutes les professions du sanitaire et du social
- Mettre fin à Parcours Sup
- Remettre en place les contrats d'études : véritable pré-embauches permettant de programmer les activités dans le temps et de mettre fin au cumul emploi-étude, source d'abandons et d'échecs, soumis à cotisations sociales et pris en compte dans le calcul de la retraite
- Un choc d'attractivité et de reconnaissance avec une véritable revalorisation générale des salaires à partir d'un SMIC à 2 000 €, une véritable reconnaissance des qualifications et déroulements de carrières
- L'indexation des salaires sur l'inflation
- L'arrêt de l'individualisation des rémunérations et le retour à un véritable statut général des fonctionnaires renforcé, posant des garanties collectives claires et équitables.